

SANTIAGO (CHILI)

AB-2103
CII/AB-753
19 mars 2001
Original : espagnol

DISCOURS DU GOUVERNEUR POUR L'ÉQUATEUR
À LA DEUXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Jorge Gallardo

1. C'est pour moi un honneur de prendre la parole au nom du gouvernement et du peuple équatoriens et d'apporter leur salut fraternel au peuple chilien et à la ville de Santiago qui nous accueillent avec une aussi chaleureuse hospitalité à l'occasion de la session annuelle de l'Assemblée des gouverneurs de la Banque interaméricaine de développement et de la Société interaméricaine d'investissement.
2. Je voudrais également rendre hommage au Président de la BID, Monsieur Enrique Iglesias, et à tout le personnel de l'institution et leur exprimer ma profonde gratitude pour les efforts incessants qu'ils ne cessent de déployer pour le bien de nos pays.
3. Il est nécessaire que nous poursuivions les efforts entrepris dans notre région pour pouvoir assimiler tous les processus qui influent sur l'économie mondiale. Les défis de la mondialisation nous obligent à envisager l'avenir avec une perspective régionale plus ouverte afin de tirer parti des résultats de ces processus de manière efficiente et équitable.
4. Le défi que doit relever l'Équateur n'est pas des moindres. En effet, la consolidation de notre économie dépendra de la stratégie qui sera mise en place pour faire face à la nouvelle donne. La dollarisation a permis de rétablir nos fondements économiques à court terme et d'améliorer ainsi les conditions de l'investissement et, partant, du développement de notre pays. Mais nous devons encore réaliser une tâche immense pour parvenir à un développement soutenu et participer pleinement au processus de la mondialisation qui est le contexte dans lequel nous vivons.
5. Notre première priorité nationale doit être l'amélioration de notre compétitivité. Nous devons pour cela mettre en place des politiques qui amélioreront la qualité de notre capital humain et attireront l'investissement nécessaire à l'amélioration des processus de

production, grâce à l'introduction de nouvelles technologies qui nous permettront de tirer le plus grand parti des avantages compétitifs de nos ressources matérielles et humaines.

6. Le secteur public a proposé une alliance stratégique au secteur privé afin de développer cette compétitivité et nous allons orienter tous nos efforts vers le renforcement de ce processus. Il ne s'agit pas d'une alliance sur le papier puisque, concrètement, nous venons de passer un marché pour la construction d'un oléoduc qui acheminera du pétrole brut lourd, ce qui nous permettra d'engranger des investissements directs du secteur privé équivalant à 8 % du PIB et un investissement additionnel destiné à accroître la production pétrolière représentant 15 % du PIB.

7. Nous sommes convaincus qu'il n'est pas possible d'encourager l'investissement privé dans nos pays s'il n'existe pas un cadre juridique garantissant une certaine sécurité qui permette le développement d'un système judiciaire indépendant. Outre qu'il renforcerait les bases du développement démocratique de nos pays, ce cadre juridique assignerait à l'État un rôle conforme à l'investissement nécessaire pour consolider notre développement ; il favoriserait la création de conditions propices à l'investissement privé dans un climat de sécurité juridique.

8. C'est pour cela que nos pays doivent faire appel à des institutions comme la BID. En effet, grâce à un processus d'apprentissage et d'enrichissement mutuels, nous pourrions élaborer des programmes qui nous permettront de répondre aux demandes émanant des pays emprunteurs.

9. Le secteur privé équatorien a subi le contrecoup de la crise économique et financière des quatre dernières années. Il faut donc que les organisations internationales, et plus particulièrement la BID, mettent en place des mécanismes permettant de renforcer les actifs du secteur de production dans le cadre d'une stratégie de croissance à moyen terme. Les entreprises qui ont connu cette crise sont aujourd'hui aux prises avec de graves difficultés car elles ne disposent pas du capital suffisant pour moderniser leurs processus de production – qu'il s'agisse de la technologie ou de l'ouverture des marchés – et devenir ainsi le moteur de relance de l'économie.

10. En ma qualité de Gouverneur auprès de la BID, représentant de l'Équateur, j'invite les Gouverneurs et le Conseil d'administration de l'institution à élaborer un mécanisme qui permettrait d'obtenir les ressources financières permettant de renforcer les actifs des entreprises viables, affectées par la crise, afin de stimuler la croissance économique et la création d'emplois.

11. Je souhaiterais également que la Banque étudie comment appuyer la consolidation des processus de renforcement des systèmes juridiques de la région afin de rétablir la confiance et de favoriser ainsi l'investissement productif et le développement économique et social de nos pays.